



HERVÉ SCHAUER CONSULTANTS
Cabinet de Consultants en Sécurité Informatique depuis 1989
Spécialisé sur Unix, Windows, TCP/IP et Internet



Club EBIOS, 11 décembre 2012

Contractualiser la sécurité du cloud computing

Frédéric Connes

<Frederic.Connes@hsc.fr>

- Contrat
- Envoi des données
- Prérrogatives du prestataire
- Obligations du client
- Données à caractère personnel
- Obligation de sécurité
- Audits de sécurité
- Confidentialité
- Effacement des données
- Convention de service attendu
- Réversibilité
- Résiliation
- En conclusion

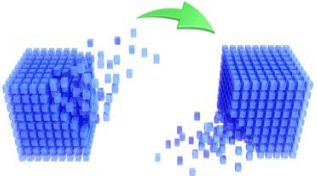


- Normes juridiques : hiérarchie
 - Pas de normes juridiques sur la sécurité du cloud computing
 - Source principale pour le cloud : contrat
- Contrat : en dessous de la hiérarchie des normes
- Code civil, art. 1134
 - Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites
 - Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise
 - Elles doivent être exécutées de bonne foi



- Obligations réciproques
- En principe résultat d'une négociation
- Code civil, art. 1135
 - Les conventions obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature
- Code civil, art. 1156
 - On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes



- Du client vers le prestataire
- Le prestataire doit garantir la sécurité des données 
 - Dès leur acheminement via Internet (canal sécurisé)
 - Dès leur réception dans son système d'information (avant la bascule)
- Moyens techniques
 - A détailler par le prestataire, mais préciser : non limitatifs
 - Exemples : chiffrement, sauvegardes, empreintes, formats de données pour la migration...
- Garantir la continuité avec le système antérieur
 - Responsabilité du prestataire d'être prêt pour éviter toute interruption de service au moment de la bascule

- Intervenir sur les données ou les applications du client
 - En cas d'attaque ou de dysfonctionnement
 - Si le client ne peut pas agir lui-même
 - Urgence : le client ne répond pas
 - Le client n'a pas la compétence technique pour intervenir
 - A l'occasion d'une maintenance
 - A la demande d'un juge
- Selon quelles modalités ?
 - Conditions à remplir pour accéder aux données et applications
 - Indemnisation éventuelle du client en cas de dysfonctionnement consécutif à l'intervention ?



- Respecter les dispositions légales et réglementaires en vigueur
 - Données personnelles, spam, STAD, ...
 - Propriété intellectuelle, infractions de presse, ...
- Garantir la confidentialité des mots de passe attribués
- Agir promptement en cas de notification de contenus
 - Responsabilité en tant qu'hébergeur si en a la qualité
- Agir promptement en cas d'attaque (intrusion, DoS, ...)
 - Notamment : avertir le prestataire
- Sanctions
 - Suspension, suppression du service, avec ou sans préavis



- Loi du 6 janvier 1978 « informatique et libertés »
- Qui est responsable de traitement ?
 - CNIL, 25 juin 2012 : le client (le prestataire est sous-traitant)
 - Mais présomption renversable, coresponsabilité possible
 - G29, 1^{er} juillet 2012 : le client est l'unique responsable de traitement
- Déterminer la loi applicable
 - Préciser le lieu d'établissement et la localisation des moyens de traitement
- Prévoir les éventuels transferts de données hors UE
 - Donc : savoir avec précision où vont les données
- Reprendre les obligations du responsable de traitement
 - Formalités préalables, information, droit d'accès, sécurité...



- Des données personnelles
- A la charge du responsable de traitement
- Obligation de moyens
- Doit être reportée sur le sous-traitant par contrat
- Clauses spécifiques à la sécurité
 - « Mettre tous les moyens en œuvre pour garantir la sécurité »
 - « Apporter tout le soin et la diligence nécessaires à la fourniture d'un service conforme aux usages de la profession et à l'état de l'art »
 - Idéalement, détailler ou renvoyer à une annexe sécurité



- Possibilité pour le client d'en demander
 - Dépend du rapport de force entre le client et le prestataire
 - Risques potentiellement mal évalués si pas d'audit
 - Le prestataire peut convenir de se faire auditer régulièrement à ses frais pour satisfaire tous ses clients
- Périmètre des audits
- Périodicité des audits
- Modalités des audits
 - Techniques
 - Organisationnels
- Processus de certification ?



- Clause spécifique : possibilité pour le prestataire d'accéder aux données du client
 - Avec ou sans son accord
 - Pratique des clés ssh du prestataire sur les hébergements IaaS
 - Respect du secret professionnel
 - Usage potentiellement fait des données
- Quels contrôles sont réalisés par le prestataire ?
 - Sur l'information des personnels
 - Sur le respect de l'obligation de confidentialité



- Peut être demandé
 - En cours de contrat
 - A l'expiration d'un délai suivant un événement
 - A tout instant à la demande expresse du client
 - Lors de la résiliation
- Problèmes
 - L'effacement physique est rarement réel et complet
 - Sauf outils spécifiques peu utilisés par les prestataires
 - Il est difficile d'effacer dans
 - Les architectures redondantes (combien de copies ? localisation ?)
 - Les sauvegardes/archives (mutualisées avec d'autres clients ?)
 - Technique des données chiffrées dont on « oublie » la clé



- *Service Level Agreement (SLA)*
- Taux global de disponibilité
 - En comptant les maintenances programmées ?
 - Durée cumulée des indisponibilités
 - Nombre maximum d'indisponibilités
 - Période retenue (jour, semaine, mois, trimestre, année...)
 - GTI, GTR
- Exclusions
 - Force majeure
 - Prévenance
 - Prévoir le délai de prévenance permettant l'exclusion
- Calcul des indemnités et maximum



- On parle aussi de : portabilité, transférabilité, ...
- Permettre au client de reprendre possession de ses données
 - A tout moment
 - Sans justification
- Délai de prévenance
- Faire des exports réguliers pendant l'exécution du contrat ?
- Formats d'exportation des données : ouverts, standard ?
- Prestataire : « Apporter l'assistance nécessaire pour faciliter le transfert des données et des moyens de sécurité matériels et logiciels vers le client ou tout autre prestataire »
- Finalement, qui est propriétaire des données ?



- Prévoir les motifs
- Manquement grave du prestataire à l'une des obligations de sécurité mises à sa charge par le contrat
 - Disponibilité, confidentialité, intégrité, réversibilité...
 - Liste **non exhaustive** des manquements graves
 - Mise en demeure du client de mettre fin au manquement
 - Prévoir le délai
 - Si le manquement n'est pas réparé dans le délai, le client peut résilier le contrat de plein droit
 - Avec ou sans préavis
- Prévoir aussi des pénalités



- Le contrat est fondamental pour la sécurité juridique
 - Tant du client que du prestataire
- Ne pas faire confiance aux exemples de clauses que l'on trouve sur Internet
 - Le contrat est nécessairement spécifique
 - Sauf face aux géants qui refusent de négocier
 - « Contrats d'acceptation »
- Réviser périodiquement les clauses sécurité du contrat en fonction
 - De l'évolution de la relation contractuelle et du rapport de force
 - De l'évolution des techniques et de l'état de l'art
 - Des besoins du client et des offres du prestataire



Questions

